

En Suisse, ils ont violé la Constitution pour soi-disant lutter contre le Covid 19 en imposant le modèle chinois

écrit par Docteur Dominique Schwander | 18 janvier 2021



Suisse: mesures antidémocratiques, liberticides et dispendieuses contre la Covid-19

Stop the steal ! Arrêtez le vol ! Crient non sans raisons et preuves flagrantes les Américains patriotes qui ont voté pour Donald Trump. Répétons en criant partout ces trois mots, **Arrêtez le vol ! Les Suisses aussi sont en train d'être volés.** Volés de notre liberté par la gestion de la « crise » sanitaire Covid-19 qui n'est qu'une manipulatrice et chaotique mise en scène n'ayant guère à voir avec la santé publique, volés de notre santé par le confinement et le couvre-feu tous deux malsains et mortifères, volés par la catastrophe économique actuelle créée par nos élus et leurs « experts » sans sagesse, volés de nos valeurs et de notre identité nationale par l'immigration et l'islam-idéologie,

volés par les bientôt 100 milliards dépensés à cause de cette Covid-19 et évidemment pas mis aux budgets 2020-2021, volés par des plans catastrophes mal ficelés et privés de ressources financières, volés de nos richesses, de nos économies et de nos capitaux-retraites par la dette qui explose, volés par des impôts confiscatoires qui chercheront par tous les moyens à être augmentés, volés de notre Constitution fédérale par nos Conseillers fédéraux qui la violent, volés de notre indépendance par ces élus bruxellisés et imposteurs qui offrent la souveraineté des leurs à l'UE, aux mondialistes et à des oligarques, volés par des médias de gauche partiaux. En Suisse comme dans toute l'Europe certains articles des journaux font penser à la *Pravda*, d'autres au New York Time et au Washington Post, d'autres à l'hebdomadaire nazi *Der Stürmer*. Comment des journalistes peuvent-ils mentir de manière aussi ignoble et inciter à la haine? Ils sont des paresseux adeptes du copier-coller des journaux de gauche anglo-saxons et chinois. Ils n'ont ni éthique, ni scrupule, ni honneur.

C'est une troisième guerre mondiale livrée par la gauche mondialiste, laquelle cette fois n'a pas commencé en Allemagne mais en Chine et aux USA. Cette guerre consiste à nous voler pour nous soumettre plus rapidement. Tout est question d'argent, de pouvoir et de contrôle des peuples et notre lâcheté et notre déni tuent.

Ne nous laissons plus être manipulés. Ne faites confiance qu'aux panthères grises de la médecine comme le Professeur Joyeux qui ont la sagesse de l'expérience. En Suisse je crois depuis des mois:

1.Ce qu'a écrit, début mai 2020 dans le *Neue Zürcher Zeitung* (NZZ), Urs Scherrer un Professeur de médecine à la retraite

et chercheur: «Un nouveau virus émerge, modérément dangereux, pas un fléau. Les experts peignent le diable sur le mur, le gouvernement perplexe panique et déclare l'état d'urgence. Les gens se font des câlins, la liberté n'est qu'un souvenir, la terre est immobile, la richesse du peuple est emportée»... « L'État tombe dans un activisme incohérent. À la demande du gouvernement, je passe d'un chef de groupe de recherche raisonnablement intact à un vieil homme vulnérable, potentiellement emprisonné, qui doit être protégé au moyen de mesures valant des milliards. Seulement: est-ce que je veux ça? À mon âge, les soins intensifs se terminent fatalement dans plus de la moitié des cas après des semaines d'invalidité. Chez les quelques survivants, ces soins intensifs sont associés à des conséquences telles que la démence ou la dépression réfractaires à tout traitement. »

2. Les recommandations d'hygiène faites par un professeur et chercheur en virologie américain à la retraite que j'avais traduites et publiées sur lesbservateurs.ch et qui ont été traitées avec mépris par certains.

3. Avoir comme objectif de prévenir toute infection lors d'une pandémie est illusoire, seule la fréquence des infections peut et devrait être réduite pour diminuer les maladies et les décès et pour accessoirement éviter une surcharge catastrophique du système de santé, en particulier des hôpitaux. Ainsi si les personnes malades restent en isolation chez elles à la maison pendant qu'elles présentent des symptômes de la maladie et que la distanciation physique et une meilleure hygiène des mains sont pratiquées dans la vie quotidienne, on peut éviter environ la moitié de toutes les infections telles que grippe ou coronavirose. Autrement dit c'est la responsabilité personnelle des personnes qui conduit à une diminution du nombre de maladies infectieuses, pas des mesures autoritaires et dispendieuses comme le confinement, le couvre-feu et des amendes. Pour Hirstein,

(NZZ. mai 2020), les quatre cinquièmes de la diminution de la mortalité lors de pandémie peuvent être attribués à un comportement responsable, ce qui ne coûte que des mouchoirs en papier, du savon, de l'eau et un peu d'alcool.

Au premier chapitre *IRRITATIONS*, les économistes Beck et Widmer, dans leur livre *CORONA IN DER SCHWEIZ (Covid-19 en Suisse)* publié fin 2020 à compte d'auteur, évidemment, et que chacun peut télécharger en PDF gratuitement sur le site <https://www.corona-in-der-schweiz.ch/> ou l'acheter broché, ont confirmé que mes sources choisies étaient bonnes.

Pour les « vaccins » de thérapie génique c'est plus simple de s'en méfier et de les refuser que pour les mesures autoritaires aux conséquences financières catastrophiques parce que:

Risque, par exemple, des vaccins = probabilité d'occurrence des dommages × montant des dommages.

Le risque est grand lorsqu'il existe une forte probabilité de dommages majeurs; que le risque de ces « vaccins » soit grand est certainement le cas puisque Pfizer, Moderna... n'ont pas d'assurance responsabilité pour couvrir ces dommages pour lesquels des patients n'auraient pas donné leur consentement éclairé. C'est l'Etat qui couvre ces dommages soit les contribuables vaccinés ou non, tout comme c'est le cas pour les graves et coûteux risques des centrales atomiques!

Les raisons de la crise économique fabriquée pour soi-disant lutter contre ce Coronavirus SARS-2 sont bien plus dangereuses et cyniques en Suisse qu'ailleurs parce que chez nous, dès l'apparition de l'épidémie, la Présidente Sommaruga et le soi-disant grand expert de la Santé Berset

se sont arrogés des pouvoirs violant notre Constitution.

Que le plus « haut » niveau de l'administration de l'Etat-nation suisse soit le Conseil fédéral, lequel est au service du peuple souverain, s'arroe le pouvoir, indépendamment du peuple souverain, de restreindre et modifier le fédéralisme comme il l'entend, cela ne correspond pas du tout à la conception suisse de l'Etat-nation, de la patrie et de sa Constitution. **Le confinement et le couvre-feu sont un modèle autoritaire importé de la Chine communiste.** Ces gauchos mondialistes et soumis à l'UE pratiquent bien trop leur dictature socialo-communiste dont ils rêvent en tentant à chaque occasion d'abolir la souveraineté du peuple suisse et sa liberté. L'article 6 de notre Constitution fédérale précise sous « *Responsabilité individuelle et sociale.* » « *Toute personne est responsable d'elle-même et contribue selon ses forces à l'accomplissement des tâches de l'Etat et de la société.* ». En Suisse, aussi lors de pandémie, la responsabilité personnelle de chacun comprend également la mise en œuvre du **principe de subsidiarité tel que décrit dans notre Constitution.**

En application de ce principe de subsidiarité, administration, fiscalité et autres tâches de l'Etat sont traitées au niveau le plus bas possible de l'Etat-nation fédéral. Les Cantons suisses ont une grande autonomie, beaucoup plus que les Etats américains, les Provinces canadiennes, voir même les Etats-nations de l'UE (!). Et dans chaque Canton, les Communes ont également une très grande autonomie. Ainsi toute prise de décision et tâche administrative se fait au niveau le plus bas possible, ce qui fait que les citoyens, soit le peuple souverain, sont beaucoup plus impliqués et responsabilisés que dans les autres pays et contrôlent mieux leurs autorités, leurs élus, les dépenses de l'Etat et leurs impôts. Le concept de l'autonomie, où la responsabilité est transmise à son plus

petit dénominateur commun soit à son plus grand bénéficiaire, a toujours été une caractéristique unique de la Suisse et continue à la caractériser de bas (le Conseil fédéral) en haut (le peuple souverain). Contrairement aux démocraties représentatives voisines, France, Allemagne, Espagne, Royaume-Uni, etc, la Suisse est, pour la majorité de ses aspects une société démocratique directe de bas en haut.

.

A ma connaissance il n'existe pas de formulation plus claire et plus complète du principe de subsidiarité, que celle qu'en donne le pape Pie XI dans l'encyclique *Quadragesimo Anno* (1931) dont le pape Jean XXIII reprend lui-même l'essentiel dans l'encyclique *Mater et Magistra* (1961): « ... Il n'en reste pas moins indiscutable que l'on ne saurait ni changer ni ébranler ce principe si grave de philosophie sociale; de même qu'on ne peut enlever aux particuliers pour les transférer à la communauté, les attributions dont ils sont capables de s'acquitter de leur seule initiative et par leurs propres moyens, ainsi ce serait commettre une injustice, en même temps que troubler d'une manière très dommageable l'ordre social, que de retirer aux groupements d'ordre inférieur, pour les confier à une collectivité plus vaste et d'un rang plus élevé, les fonctions qu'ils sont en mesure de remplir eux-mêmes. L'objet naturel de toute intervention en matière sociale est d'aider les membres du corps social et non pas de les détruire, ni de les absorber. »

Contrairement aux autres pays, les citoyens suisses n'ont pas seulement la liberté mais aussi la responsabilité de participer aux décisions politiques. Cette responsabilité partagée de l'individu est caractéristique de la Suisse et la liberté est la valeur la plus importante de la Suisse.

Son importance exceptionnelle est exprimée dès le préambule de la *Constitution fédérale*, où la liberté est mentionnée deux fois comme la seule valeur. « *Le peuple et les cantons suisses* » ... « *résolus à renouveler leur alliance pour renforcer la liberté* » et « *sachant que seul est libre qui use de sa liberté* ». **Toute politique de pandémie en Suisse doit considérer la liberté du peuple souverain comme la valeur la plus élevée, la respecter et ne pas la restreindre.** Le Conseil fédéral et des Cantons ont décrété des mesures anti-pandémiques chaotiques, autoritaires, non fondées sur des faits; ces mesures qui ont empiété massivement sur les droits et la liberté du peuple souverain furent et sont encore coûteuses et sans fondement constitutionnel.

Comme contribuable je suis déçu que le Conseil fédéral responsable des finances fédérales suive aveuglément le « grand » guérisseur-sauveteur Berset et sa doctrinaire Sommaruga quand on sait que bientôt la Suisse endettée aura dépensé 100 milliards pour lutter contre cette virose et 1 million pour chaque vie prolongée d'un an parce que sauvée de cette Covid-19. En Suisse en automne 2021, selon le Professeur Konstantin Beck dans son livre *Corona in der Schweiz* nous avons déjà dépensé 625'000 CHF par année de vie gagnée, ce qui n'a plus rien à voir avec les montants utilisés actuellement dans d'autres domaines; dans le système de santé suisse, par exemple, lors de la négociation des prix des médicaments, des coûts maximum de 100'000 à 200'000 francs par année de vie ont été pris en considération comme référence. Tout patriote contribuable doit donc conclure que **les mesures contre la COVID-19 ont largement dépassé la volonté de payer du peuple suisse.** Nos élus ont oublié que la vie comporte toujours des risques tant pour un individu que pour la société; il n'existe pas de vie en sécurité absolue. Seule la mort est certaine.

Une société qui n'accepte plus la mortalité humaine sombrera par elle-même. Prévenir à tout prix la mort est l'idéologie païenne et mondialiste de la crise Covid-19, la pire crise de politique de santé que la Suisse n'ait jamais connue. Outre l'état de santé physique de la population, qui est toujours le même aujourd'hui qu'en 2019, les mesures prescrites ont eu et ont encore un impact massif sur de nombreux domaines de la vie; elles détruisent constamment les valeurs matérielles et immatérielles de notre société. Principalement aux dépens des jeunes générations.

Pourtant il y a eu finalement moins de morts en Suisse en 2020 qu'en 2019, il n'y a jamais eu de catastrophe hospitalière, la très grande majorité des personnes sauvées étaient bien âgées, voire même en fin de vie, puisque l'âge moyen des morts dus ou le plus souvent associés à ce Coronavirus est de 84 ans en Suisse et que le confinement et autres mesures autoritaires rendues obligatoires dès le printemps n'ont été d'aucune utilité mais malsaines et mortifères et ont donné la possibilité à la gauche élargie, rêvant d'instaurer sa dictature, de violer la constitution fédérale et les valeurs suisses de responsabilité personnelle, de liberté et de subsidiarité.

Les mesures Covid-19 du Conseil fédéral, ont entraîné des niveaux sans précédent de coûts financiers et immatériels à la Ponzi alors que paradoxalement le progrès médical a diminué l'état de santé moyen de la population suisse; de nombreuses personnes peuvent aujourd'hui vivre avec plusieurs maladies chroniques dont elles seraient décédées bien plus précocement il y a une génération. Les Romands, surtout, et la gauche élargie et liberticide devenue autoritaire voire terroriste n'arrivent toujours pas à comprendre ce fait bien connu outre Sarine: **la question est de savoir comment les ressources limitées peuvent être utilisées au mieux pour sauver autant de vies que possible**

dans toutes les situations à risque. Seule une société aux ressources illimitées peut se passer de toute analyse coûts-bénéfices, ce qui n'est pas le cas de notre Etat nation bien trop endetté, même si c'est bien moins que la France, l'Italie, etc.. **Le Conseil fédéral ne s'est pas demandé combien de décès doivent être évités par rapport au COVID-19 afin de garantir l'égalité de traitement de tous les malades graves, de toutes les situation à risque;** il ne s'agit pas de la valeur de la vie mais de l'allocation juste et équitable des ressources de santé aux personnes ayant des besoins semblables. Par exemple, compte tenu que même un épisode de chômage ou de confinement a pour effet de raccourcir la vie du citoyen moyen, la question de garantir l'égalité de traitement est une réalité bien compliquée dont on devrait pourtant tenir compte.

Dès février 2020 il fallait donc balancer ces dépenses pour un Coronavirus (sans oublier l'explosion de la dette qui en est l'aboutissement) avec tant d'autres dépenses pour sauver des vies et d'autres dépenses utiles. Cela allant des protections contre les avalanches aux accidents de circulation en passant par l'alcoolisme, le tabagisme, les drogues, les hôpitaux, les soins à domicile, les assurances maladie, la préparation aux futures catastrophes, l'armée et sa protection de la population, l'éducation et la formation, etc... **Les coûts des mesures devaient et doivent être raisonnablement proportionnés au nombre de décès évités, aux années de vie sauvées et aux conséquences à long terme évitées.** Pourquoi le Conseil fédéral n'a-t-il jamais procédé à une telle mise en balance des intérêts du peuple souverain? En transformant une crise virale courante en un confinement liberticide autoritaire et une catastrophe économique des élus de la gauche élargie et leurs « experts » rétribués par le biopouvoir ou n'ayant pas acquis la sagesse de l'expérience ont appauvri notre pays pour des

années et violé notre Constitution fédérale.

Connaître la proportion de personnes immunisées est crucial. Seule une personne infectée sur une douzaine développe des symptômes de maladie Covid-19. Au lieu de faire des milliers de tests PCR non diagnostiques n'eut-il pas été plus judicieux de chercher qui et combien de % de la population ont fabriqué des anticorps contre ce Coronavirus SARS-2 et pour combien de temps?

Comment se peut-il que Berset, Sommaruga, Macron, Merkel, Biden et al. ont ainsi manipulé nos peuples? Parce que quand les gens sont paniqués puis terrorisés, les gens attachent à court terme plus d'importance à leur sécurité qu'à la liberté. Heureusement que habituellement après peu de temps de souffrance, le besoin de liberté revient. C'est ce qu'expriment, dans les pays souverains, de plus en plus de citoyens devenus enfin clairvoyants.

P.D. Dr. med. Dominique Schwander